



CAMPUS UNIVERSITAIRE PAUL VALERY MONTPELLIER 3



**Site Boutonnet Montpellier : Ancienne École de Chimie
Service de Coopération Documentaire Interuniversitaire
Bâtiment A - Aile Est**

AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER DU SCDI

CCTP - 002

- PEINTURE & REVÊTEMENTS DE SOLS DURS ET SOUPLES

DIAG	APS	APD	PRO	DCE	MARCHE	EXE	
------	-----	-----	-----	-----	--------	-----	--

Indice	Établi par	Date	Libellé de la modification	Véifié par
1	NF	07 05 2025	1 ^{ère} émission	
2	NF	03 07 2025	Rectification / MOA et RICT	

CCTP 2- UPV MIII- SCDI - 03/07/2025

MAÎTRE D'ŒUVRE : F. NOUGARET Architecte DPLG

CCTP LOT 2 - PEINTURE – RDSD - RDSS - 03/07/2025

SOMMAIRE

1. PEINTURE & DRSD RDSS : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES	4
1.1. GENERALITES	4
1.2. DIAGNOSTICS	4
1.3. CONDITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES AVOISINANTS	4
1.4. INTERPRETATION DES DOCUMENTS	5
1.5. MESURES	5
1.6. SUJETIONS DIVERSES COMPRISES DANS LES PRIX	5
1.7. ECHAFAUDAGES - MONTAGES – STOCKAGES - ENGINS DE LEVAGE	5
1.8. PROTECTION DES EXISTANTS	6
1.9. NETTOYAGE	6
1.10. ETABLISSEMENT DES QUANTITES DES DETAILS ESTIMATIFS	6
1.11. CONDITIONS CLIMATIQUES	15
1.12. Réception des travaux	15
1.13. GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE	16
2. PEINTURE & DRSD RDSS : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	17
2.1. GENERALITES SUR L'EXECUTION DES OUVRAGES	17
2.2. QUALITE DU REVETEMENT	17
2.3. PREPARATION ET INSTALLATIONS DE CHANTIER	17
2.4. Pose des revêtements muraux :	18
2.5. Joint de dilatation et de retraits :	19
2.6. Pose des plinthes :	19
2.7. PLANIMETRIE	19
2.8. GESTION DES DÉCHETS	19
3. PEINTURE : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES	21
3.1. TRAVAUX PRÉPARATOIRES	21
3.2. PEINTURE SUR canalisations EP EU EV apparentes	21
3.3. PEINTURE SUR MENUISERIES BOIS	22
3.4. PEINTURE SUR OUVRAGES ET MENUISERIES MÉTALLIQUES INTÉRIEURS	22
3.5. PEINTURE SUR RADIATEURS FONTE ET ALUMINIUM	22
3.6. PEINTURE LISSE SUR PLÂTRE INTERIEUR	23
3.7. PEINTURE DE SOL EPOXY	24
4. RDSD - REVÊTEMENTS DE SOLS DURS : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES	25
4.1. REFECTION DE CARRELAGE	25
4.2. FAIENCE MURALE	25

5.	<i>RDSS - REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES</i>	26
5.1.	RAGREAGE SUR SUPPORT ANCIEN	26
5.2.	REMPLACEMENT PONCTUEL DE SOL SOUPLE	26
5.3.	PLINTHES PVC	27
5.4.	SEUIL VISSÉ	27
5.5.	BANDES D'ÉVEIL ET VIGILANCE PMR PSH	27
5.6.	NETTOYAGE LUSTRAGE DE REVÊTEMENT DE SOL SOUPLE PVC – LINOLEUM	27
6.	<i>NETTOYAGE DES TRAVAUX</i>	28
6.1.	NETTOYAGE DE RÉCEPTION ET MISE EN SERVICE	28

1. PEINTURE & DRSD RDSS : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

CAMPUS UNIVERSITAIRE PAUL VALERY MONTPELLIER - AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER DU SCDI – UPV MIII
Service de Coopération documentaire Interuniversitaire
Site Boutonnet Montpellier : Ancienne École de Chimie - Bâtiment A - Aile Est
8 rue de l'École Normale – 34000 MONTPELLIER

1.1. GENERALITES

Les entreprises présenteront des références et des compétences avérées en PEINTURE & REVÊTEMENTS DE SOLS DURS ET SOUPLES.

Les entreprises devront se conformer aux prescriptions de la ville et de toutes les collectivités intervenant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.

Les voies d'accès et de sortie du chantier doivent être maintenues à tout moment en parfait état de propreté.

Le chantier doit être clos.

L'entrepreneur titulaire du présent marché fait son affaire des autorisations et de tous les éventuels droits de voiries.

Les éventuels droits d'affichage publicitaire sont la propriété et bénéficient au Maître d'Ouvrage.

1.1.1. COORDINATEUR SPS:

Le chantier sera soumis à la réglementation, sur la coordination de chantier (Loi N° 93-14-18 du 31/12/93. Décret d'application N°94.11.59 du 26/12/94).

Il appartient à l'entrepreneur du présent lot de prendre à ses frais, toutes les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité pour la réalisation de ses ouvrages.

Pour se faire, il constituera son Dossier PPSPS, dans les délais réglementaires, tenant compte des dispositions prises dans le plan général de coordination P.G.C.

Les dispositifs de sécurité mis en place, en complément de la sécurité collective du Gros œuvre seront soumis préalablement au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé désigné par le Maître d'Ouvrage.

1.1.2. MESURES DE LUTTE ANTIBRUIT

Utilisation et mise en œuvre de méthodes présentant le moins d'inconvénients dans un bilan environnemental et réduisant autant que possible la pénibilité du travail sur le chantier.

Choix prioritaire de méthodes et outils générant le moins de bruit et des niveaux sonores faibles (article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002).

L'utilisation d'engins bruyants, fera l'objet d'une information aux riverains et de plages horaires d'utilisation et les entreprises devront fournir les informations sur le niveau sonore de ceux-ci.

Les engins hydrauliques seront préférés aux engins électriques, eux-mêmes préférés aux engins pneumatiques.

1.1.3. ANTIPARASITAGE

Les entreprises devront prendre toutes précautions pour équiper leurs appareils et engins motorisés de dispositifs "antiparasites" afin de ne pas gêner la réception radio et télévision des voisins du chantier.

1.2. DIAGNOSTICS

1.2.1. AMIANTE - PLOMB

Ces diagnostics sont joints au présent Dossier de Consultation.

1.2.2. POLLUTION DES TERRES

Diagnostic pollution : Sans objet.

En cas de pollution des sols identifiée lors de l'analyse de site, le site sera traité avant la construction (dépollution, confinement, etc...).

1.3. CONDITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES AVOISINANTS

MESURES CONSERVATOIRES

Les accès piétons et véhicules aux bâtiments existants devront être maintenus dégagés en tout temps, quelle que soit la phase des travaux en cours.

La situation du chantier à proximité de bâtiments d'habitation demande une maîtrise des nuisances de, chantier, et en particulier :

- la réduction du bruit,
- la propreté et la sécurité du site,

1.4. INTERPRETATION DES DOCUMENTS

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres lots, notamment les dispositions communes à tous les lots, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux.

Les documents écrits et graphiques établis par la Maîtrise d'Œuvre ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter. Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur s'assure de l'exactitude des cotes des plans et coupes du dossier de consultation, de la bonne conformité des documents entre eux et fait part de ses éventuelles observations à la Maîtrise d'Œuvre.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserves, tous les ouvrages figurant aux plans et tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Du fait de la remise de son offre, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier. Pour tel corps d'état, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites du dit corps d'état si celles d'un autre corps d'état donnent des indications sur l'ouvrage ou la partie d'ouvrage omis.

Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrages décrits.

En conséquence, et d'une façon générale, l'entrepreneur doit tous les travaux, fournitures et prestations même non désignées, nécessaires à une exécution normale et parfaite au sens habituel du terme et des règles de l'Art ; l'entrepreneur étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres corps d'états sur ses propres travaux.

1.5. MESURES

Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans établis par la Maîtrise d'Œuvre.

En cas d'erreur, d'imprécision ou de manque de cote, l'entrepreneur les signale en temps utile afin que les précisions nécessaires lui soient données.

L'inobservation de cette clause par l'entrepreneur entraîne sa responsabilité vis-à-vis des modifications nécessaires pour la totalité des travaux de l'opération.

CRITÈRE POUR LE MÉTRÉ

Métré vides pour plein (sauf indication contraire)

Surface mesurée selon documentation graphique du Projet

1.6. SUJETIONS DIVERSES COMPRISES DANS LES PRIX

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes les sujétions et prescriptions d'exécution telles qu'elles résultent du terrain et de l'état du bâtiment existant, des différents documents contractuels, Lois, Décrets, Arrêtés et leurs circulaires d'application régissant la construction, de la situation des locaux, des exigences du planning, du respect des règles de sécurité édictées par le Ministère du Travail ou autre organisme de prévention des accidents du travail, des études nécessaires, de l'observation des avis formulés par les Maîtrises d'Œuvre, CSTB, Bureaux de Contrôle. Aucun supplément n'est admis pour respect et mise en conformité aux documents, règles et avis précités.

En conséquence, l'adoption d'un prix unitaire pour règlement des travaux supplémentaires comprend l'ensemble de ces sujétions et ne peut être affecté d'aucune plus-value quelles qu'en soient la quantité et la situation de l'ouvrage pour lequel il est appliqué.

1.7. ECHAFAUDAGES - MONTAGES – STOCKAGES - ENGINS DE LEVAGE

L'entrepreneur doit tous les échafaudages et engins de levage nécessaires à l'exécution de ses travaux dans leur globalité pour leur location, pose, dépose et double transport.

L'entrepreneur fait son affaire personnelle de toutes les manutentions de ses matériaux et fournitures. Quelles que soient les indications portées aux Cahiers des Charges, DTU, et éventuellement en dérogation à ces documents, l'entrepreneur assure, à ses frais et sous sa responsabilité, le stockage de ses matériaux et fournitures avant leur mise en œuvre.

Les prix unitaires des ouvrages comprennent l'incidence due aux frais d'échafaudages, d'engins de lavage, de protections collectives et individuelles (protection des trémiés, de vides, étalements, etc...), suivant les recommandations du coordonnateur SPS définies au PGCSPP.

1.8. PROTECTION DES EXISTANTS

CONSERVATION ET MAINTENANCE.

Des protections seront mises en place lors des opérations pouvant occasionner des taches ou des dommages mécaniques. On évitera l'agissement sur l'élément d'actions mécaniques non prévues dans le calcul.

PROTECTIONS

Les protections s'entendent pour location, pose, remaniements, maintenance, dépose et double transport, sauf dans le cas où une indication contraire est stipulée dans le présent dossier.

Si les protections réalisées sont mal exécutées, mal entretenues ou inefficaces et si des altérations ou détériorations des prestations sont constatées, l'entrepreneur prend à sa charge les frais de réparations si celles-ci sont possibles et donnent satisfaction et, si elles sont impossibles ou ne donnent pas satisfaction, les frais de remplacement de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage considéré.

Quelles qu'en soient les raisons, les réparations, remises en état, remplacements d'ouvrages ou de prestations ayant subi des altérations ou des détériorations sont effectués par l'entrepreneur.

L'entrepreneur est responsable de ses matériaux et matériels approvisionnés ainsi que de ses outils de chantier.

Il est en outre précisé que l'entrepreneur est tenu pour responsable des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts.

En conséquence, il veille à ce que la main d'œuvre employée par lui sur le chantier n'exécute sur ces parements, des graffitis, épaufrures, rayures ou autres.

Tout manque à cette clause et non réparable sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur.

Toutes les réparations, remises en état, remplacements, quoique étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation du dit délai.

En aucun cas, les frais résultants de l'application du présent article ne peuvent être imputés au Maître d'Ouvrage.

1.9. NETTOYAGE

En fin d'intervention, l'entreprise devra le nettoyage fin de ses ouvrages et des zones affectées par ses travaux.

L'entreprise assurera l'évacuation de tous ses déchets et gravois aux décharges appropriées.

1.10. ETABLISSEMENT DES QUANTITES DES DETAILS ESTIMATIFS

Les prix du marché sont des prix forfaitaires, fermes et définitifs.

Les détails estimatifs et les quantités y figurant sont établis par l'entrepreneur selon les différents articles des CCTP.

A défaut d'indication précise sur ces documents, les quantités sont réputées déterminées selon les dimensions réelles des ouvrages à réaliser et sont exprimées soit à l'unité (u), soit au mètre linéaire (ml), soit au mètre carré (m²), soit au mètre cube (m³), soit au kilogramme (kg), ou par ensemble (Ens), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnement, raccords, difficultés de mise en œuvre, etc...

Les prix établis par l'entrepreneur et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels.

Après remise de son offre, l'entrepreneur ne peut prétendre à réclamation sur les quantités qu'il a portées au détail estimatif, ce document n'étant pas contractuel et les prix d'œuvre qu'il contient servant seulement à établir les situations mensuelles, les révisions ainsi que les prix nouveaux éventuels.

1.10.1. ETAT DES LIEUX

Avant la remise de son offre, l'Entreprise prendra connaissance de l'état des lieux pour se rendre compte de la nature des travaux à effectuer ainsi que des modalités d'accès au site et des autres contraintes d'intervention éventuelles.

Lors de sa visite le candidat est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution de ses travaux ainsi que celles des autres lots concernant la conception des détails, la qualité et le prix de chaque ouvrage à réaliser.

Cette prise de connaissance concerne l'accessibilité au site ainsi que la possibilité de stockage et d'installation de chantier, les servitudes qui peuvent y être attachées, la position et l'état des ouvrages existants, les contraintes d'horaires, les interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers et les dégradations des installations avoisinantes.

En conséquence, ses prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières en découlant et l'Entrepreneur ne peut en aucun cas prétendre à indemnité en les évoquant.

Tous les frais relatifs à la préparation de son offre ainsi qu'à la prise de possession du site et des bâtiments, quelle qu'en soit la nature ou l'importance sont à la charge de l'Entrepreneur.

Les offres non retenues ne donneront lieu à aucune indemnité pour frais d'études ou à quelque titre que ce soit.

Avant tout commencement des travaux, l'Entrepreneur doit faire procéder, à sa charge, à un état des lieux contradictoire (constats d'huissier, photographies, etc.), en présence et dûment convoqués du représentant du Maître de l'ouvrage, du Maître d'œuvre, des riverains et des Entrepreneurs concernés.

1.10.2. **RECONNAISSANCE DES OUVRAGES**

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas ; endommager ou détruire les éléments existants qui doivent être conservés.

1.10.3. **CONSISTANCE DES TRAVAUX**

1.10.3.1. *LIMITES DE PRESTATIONS*

Prestations à charge du présent lot :

PEINTURE & REVÊTEMENTS DE SOLS DURS ET SOUPLES

Il devra également

Toutes les installations nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Tous les travaux nécessaires à la parfaite finition de ses ouvrages et à leur mise en conformité avec la réglementation en vigueur,

Le présent CCTP constituant le devis descriptif de ce lot n'est pas limitatif.

- Les Entrepreneurs devront être conscient que le prix forfaitaire qu'ils fourniront pour cette opération devra tenir compte de toutes les sujétions applicables à l'ensemble sans omissions d'aucune nature pour un achèvement complet des travaux relevant de leur lot suivant normes et règles en vigueur, et toutes sujétions normalement prévisibles.

- Il ne sera accordé aucun supplément en cas d'omissions ou d'imprévisions

1.10.3.2. *DESCRIPTION SUCCINCTE DES TRAVAUX*

Le présent CCTP a pour objet de décrire l'ensemble des prestations liées à la réalisation des travaux du présent LOT N°002 - PEINTURE & REVÊTEMENTS DE SOLS DURS ET SOUPLES,

Suivant les plans DCE et prescriptions particulières de ce lot.

L'entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

1.10.3.3. *PRESTATIONS ANNEXES*

Les prestations du présent lot devront comprendre au minimum :

- La vérification des quantités reportées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, les détails, les produits proposés par l'Entreprise de tous les ouvrages du présent lot en accord avec les préconisations du maître d'œuvre.
- Les frais d'énergie pour les besoins du chantier
- Le chargement et l'évacuation au centre de recyclage des gravats ainsi que de tous les produits de démolition et ouvrages déposés non récupérés provenant des travaux du présent lot,

• Les fournitures et les prestations annexes ou complémentaires ne figurant pas au Descriptif, mais qui sont Indispensables pour une exécution et un achèvement complet des ouvrages en conformité aux normes françaises, D.T. U. et documents techniques réglementaires en vigueur,

1.10.4. DOCUMENTS GENERAUX DE REFERENCE

Les prestations du présent lot devront être, en tous points, conformes aux dispositions de l'ensemble des Normes et Règlements en vigueur, un mois avant la signature du marché, et lors de l'exécution, à la date des travaux de construction, notamment aux documents ci-dessous non limitativement :

- Le CCAG Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux
- La nouvelle réglementation NRA, la RT 2012, et la RE 2020
- Les textes officiels : codes, lois, décrets, arrêtés, circulaires,
- Les normes AFNOR homologuées françaises et ou Européennes
- Les DTU règles et recommandations professionnelles, notamment concernant ses ouvrages,
- DTU 59.1 (P74-201) : Travaux de peinture des bâtiments (octobre 2000)
- DTU 59.3 (P74-203) : Peinture de sols (octobre 2000)
- DTU 59.4 (P74-204/P74-205) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux (mars 1998)
- DTU 26.2 (P14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques (avril 2008)
- DTU 26.2/52.1 (NF P61-203) : Mise en œuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage - Cahier des clauses techniques (décembre 2003)
- DTU 53.1 (P62-202) : Revêtements de sol textiles (avril 2001)
- DTU 26.2 (P14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques (avril 2008)
- DTU 26.2/52.1 (NF P61-203) : Mise en œuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage - Cahier des clauses techniques (décembre 2003)
- DTU 53.2 (P62-203) : Revêtements de sol plastiques collés (avril 2007)
- Les textes généraux et particuliers d'Avis Techniques (ATec) et les Cahiers des Prescriptions Techniques (CPT) du CSTB
- Norme NF S 31-080 "Bureaux et espaces associés – Niveaux et critères de performances acoustiques par type d'espace " Niveau "courant et/ou performant" ;
- Décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction (DPC et ATE)
- Arrêté du 31 mai 1994 relatif au classement minimal des matériaux de revêtement des escaliers des lieux de travail
- Circulaire n° 2004-UHC/QC2/13 du 28 juin 2004 relative à l'application des règles de construction et à la qualité technique de la construction (en France métropolitaine)

Si en cours de réalisation des travaux, de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires entrent en vigueur, l'entrepreneur est tenu d'en référer au maître d'œuvre par écrit.

Si ces dispositions sont d'application immédiate ou de caractère d'ordre public, un avenant entre les parties devra être conclu afin d'aménager les éventuelles modifications contractuelles.

Les documents cités au CCTP n'ont aucun caractère limitatif ni exhaustif, et ne constituent qu'un rappel des principaux documents de référence ;

En cas de spécifications de normes ou autres référentiels qui ne seraient plus en vigueur, l'Entreprise doit se référer aux normes ou autres référentiels de substitution.

Tous les matériaux mis en œuvre seront toujours de première qualité dans l'espèce indiquée et de nature à obtenir les résultats recherchés définis.

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur est tenu de procéder à un examen détaillé des surfaces à traiter, afin d'en tirer tous les renseignements utiles à la bonne exécution de ses travaux.

La seule intervention de l'entreprise sans réserve préalable sur les supports de ses ouvrages, émise au moins 15 jours avant le début de pose et leur commencement d'exécution, présuppose leur acceptation tacite sans réserve. Toute adaptation des et aux supports, non demandée au moins 15 jours avant le début d'exécution de ses travaux, sera à charge de l'entreprise sans possibilité d'augmentation de sa rémunération et de ses délais d'exécution.

1.10.5. ETABLISSEMENT DU PROJET D'EXECUTION :

1.10.5.1. MATERIEL :

Le matériel est en parfait état de fonctionnement et conforme aux normes en vigueur en ce qui concerne l'insonorisation.

Le petit matériel tel que : étais, échafaudages, agrès, etc..., doit être mis en œuvre conformément aux règles de sécurité les plus récentes et aux exigences de l'Inspection du Travail.

En dehors des heures de travail, tout engin laissée en place tant sur la voie publique que sur le chantier, en neutralisé soit au moyen d'une serrure ou d'une clé de contact interdisant toute manœuvre et sa présence doit être signalée dans les conditions énumérées ci avant.

1.10.5.2. ***ETUDES ET NOTES DE CALCULS***

1.10.5.2.1 ISOLATIONS ACOUSTIQUE ET THERMIQUE

A - Généralités :

L'Entrepreneur doit se conformer et respecter impérativement les prescriptions du C.P.T.C.

B - Isolation acoustique : (Bâtiment d'habitation uniquement) :

L'Entrepreneur du présent lot doit se conformer à la Notice acoustique jointe au DCE, et ad minima aux exigences des règlements suivants :

- L'Arrêté du 10 Juin 1969 relatif à l'isolation acoustique, dans les bâtiments d'habitation.

- L'Arrêté du 6 Octobre 1978 relatif à l'isolement contre les bruits de l'espace extérieur, modifié par la circulaire du 30 Mars 1983.

En conséquence, les matériaux, matériels et procédés de construction doivent permettre de ne pas dépasser les niveaux de pression acoustique réglementaires à l'intérieur des logements ou locaux, en tenant compte de la nature, de la fonction et des bruits engendrés par les locaux contigus ou espaces extérieurs.

Afin d'obtenir tous renseignements complémentaires nécessaires au respect de ces exigences, il prend contact avec les Entrepreneurs des autres corps d'état.

C - Isolation thermique :

Les plans et notes de calculs en phase EXÉ sont à la charge des entreprises

L'étude thermique est réalisée par le BET de l'entreprise

L'offre de l'entreprise doit répondre en tous points à cette étude thermique.

1.10.5.2.2 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES HANDICAPES

– Loi n° 2005-102 du 11 février 2005

– Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 concernant l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation.

- Arrêté du 1er août 2006 concernant l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création aux personnes handicapées et ses annexes.

– Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 modifiée par la circulaire du 20 avril 2009

– Ordonnance du 26 septembre 2014 - Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 - Arrêté du 8 décembre 2014 - Arrêté du 15 décembre 2014.

1.10.5.2.3 DOCUMENTS À REMETTRE

Pour ce lot sera également nécessaire : Une attestation de visite délivrée par le Maître d'Ouvrage.

De manière particulière :

Les études techniques, les plans d'exécution, ainsi que l'établissement des divers plans de détails nécessaires à l'exécution des travaux, incombent aux entrepreneurs selon les modalités générales suivant le présent CCTP.

Les études et plans d'exécution sont commencés dès la période de préparation. Ils sont mis au point au cours des réunions de coordination ou d'études, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Les différentes pièces sont fournies au Maître d'Œuvre et au Bureau de contrôle pour visa, dans les délais requis.

Ne peuvent recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents examinés et visés par le Maître d'Œuvre et le Bureau de contrôle.

En complément des obligations précisées dans les CCTP spécifiques à chaque lot, les documents particuliers transmis pour information préalable du maître d'œuvre sont les suivants (selon les lots) :

8. PV d'essais de comportement au feu des éléments ou des protections contre l'incendie
9. PV d'essais de mesures d'affaiblissement acoustique (façades, toitures, cloisons...)
10. PV d'essai de mesures de réflexion acoustique
15. Note de calcul des déperditions et bilan calorifique
18. Note de calcul acoustique
19. Procédures pour les essais

Il est à noter que restent à la charge de l'Entreprise :

- Plan de ses installations de chantier.
- Plans de chantier, d'assemblage, d'atelier et de préfabrication.

Sont compris dans ces éléments notamment :

- Tout plan qui dérogerait au dossier de base établi par le Maître d'œuvre remis à l'appel d'offres.
- Les plans d'exécution des ouvrages (EXE).
- Les plans d'Ouvrages Exécutés (D.O.E.) qui regroupent les plans d'Exécution (EXE), dernier indice avec toutes les adaptations de chantier faites par l'Entreprise. Ces plans seront fournis sur support propre et sur fichier informatique compatible AUTOCAD

L'Entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'Œuvre au cas où certains travaux ne seraient pas mentionnés dans le présent C.C.T.P. et portés sur les plans ou inversement.

L'Entrepreneur devra vérifier, soigneusement, toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de la concordance entre les différents plans d'ensembles ou de détails et le C.C.T.P.

L'Entrepreneur devra s'assurer, sur place, de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler toutes les erreurs ou omissions au Maître d'Œuvre qui opérera, s'il y a lieu, la correction.

1.10.6. ECHANTILLONS - RÉFÉRENCES ET PROTOTYPES D'OUVRAGES

1 - Échantillons - références :

L'Entrepreneur doit obligatoirement déposer au bureau de la Direction du chantier, les échantillons, modèles et spécimens de tous les matériaux, finitions, appareils et éléments devant être utilisés pour l'exécution de ses travaux, ainsi que tous les renseignements les concernant (Procès-verbaux d'essais, avis techniques, notices d'entretien, fiche technique et documentation technique très détaillée, documentation en couleur, etc... Tous ces documents en Français).

Ces échantillons sont présentés dans les trente jours calendaires maximum qui suivent l'ordre de service de démarrage des études et travaux ou qui suivent la signification du marché et avant toute commande aux fournisseurs.

Si ces modèles n'étaient pas satisfaisants, le Maître d'œuvre, se réserve le droit d'en demander le remplacement.

Si ce délai n'est pas respecté, les pénalités prévues au CCTC seraient impérativement appliquées.

Les échantillons fournis deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage qui peut les éprouver, et éventuellement les détériorer, sans que les Entrepreneurs ou ses sous-traitants soient indemnisés de ce fait.

Les échantillons, modèles et spécimens sont d'une surface supérieure à 60 x 60 cm et d'un volume suffisant pour permettre tout examen et essai avant commande, fabrication et mise en œuvre, et doivent être compris dans les prix unitaires composant le marché forfaitaire.

L'exécution de plusieurs échantillons témoins in situ de quelques mètres carrés ou mètres linéaires chacun sont exigés, dans les mêmes conditions, pour le choix des teintes de revêtements.

Pour les matériaux, fournitures, appareillages, etc..., qui n'auraient pas de référence dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, plusieurs échantillons doivent être présentés avant toute commande, fabrication et mise en œuvre.

Les teintes, couleurs et aspect de finition et aspect du traitement de couleur sont dans tous les cas au choix du Maître d'œuvre.

2 - Prototypes d'ouvrage :

Sans objet

1.10.7. PROTECTION DES OUVRAGES APPARENTS :

L'Entrepreneur est entièrement responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception. Il doit prendre toutes précautions pour que les éléments ne soient pas détériorés compte tenu des aléas du chantier (éclats, rayures, projection de soudures, projection de peinture, etc...).

Si des défauts d'aspect étaient constatés, les ensembles endommagés seraient remplacés sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à une indemnité.

Protection des ouvrages non apparents :

Une fois le revêtement terminé dans une pièce, l'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour en assurer la protection.

1.10.8. EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCEDES TRADITIONNELS

Pour les matériaux et procédés traditionnels, en cas de non-conformité aux règles précédentes, le maître de l'ouvrage se réserve le droit soit de faire recommencer les travaux, soit d'appliquer un rabais proportionnel.

1.10.9. EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS

L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné soit à un avis technique délivré par application de l'arrêté du 2 décembre 1969, soit à un accord expressément constaté des parties.

1.10.10. PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

1.10.10.1. *PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX C.O.V. (COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS).*

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les composés organiques volatils constituent une famille de polluants ayant de nombreux effets sur la santé de type, allergène, cancérigène, etc., et qu'ils contribuent notamment à l'effet de serre,

A cet effet, les colles et matériaux utilisés, devront donc être totalement, ou au maximum, dépourvus de C.O.V. (Solvants, formaldéhydes, etc.),

Les fiches de sécurité devront être présentées au Maître d'Ouvrage pendant le mois de préparation de travaux,

Si un produit présenté, contenant des C.O.V., est réputé exister sans C.O.V. (ou à plus faible teneur), l'entreprise devra obligatoirement utiliser le deuxième à ses frais sans supplément de prix.

1.10.10.2. *PRODUIT PROSCRITS DU S.G.H. (SYSTEME GENERAL HARMONISE DE CLASSIFICATION ET D'ETIQUETAGE DES PRODUITS CHIMIQUES).*

Les produits possédant une phrase H du Système Général Harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques, paru au Journal Officiel de l'Union Européenne le 31 décembre 2008 (CE no 1272/2008) entré en vigueur le 20 janvier 2009 seront interdits.

Une tolérance sera accordée pour les phrases H (phrases de risques) suivantes si aucune alternative n'existe :

Logos des phrases H pouvant être sujet à dérogation :

- SGH02 : Inflammable.
- SGH03 : Comburant.
- SGH04 : Gaz sous pression.
- SGH05 : Corrosif.
- SGH06 : Toxique.
- SGH07 : Toxique, irritant, sensibilisant, narcotique.
- SGH09 Danger pour l'environnement.

L'entreprise devra proposer quand ils existent, des produits disposant de F.D.S. (Fiche de Données de Sécurité).

Avant toute utilisation d'un produit à phrase H, l'Entreprise doit obligatoirement demander l'autorisation au Maître d'œuvre qui sera le seul à pouvoir lui en donner l'autorisation par écrit.

Dans le cas où l'utilisation d'un de ces produits soit utilisés sans l'autorisation écrite du Maître d'œuvre, elle en subira toutes incidences financières, réparations et reprises des ouvrages à ses frais exclusifs.

1.10.10.3. **PROXIMITE D'APPROVISIONNEMENT.**

Une réflexion sera apportée sur le choix des matériaux afin de limiter leur impact environnemental sur le projet.

Des matériaux proches en approvisionnement, fabrication seront recherchés.

1.10.10.4. **DEMARCHE "CHANTIER A FAIBLES NUISANCES" & FICHES F.D.E.S.**

Le projet fait aussi l'objet d'une démarche "Chantier à faibles nuisances".

L'ensemble des modalités de cette démarche, qui doivent impérativement être intégrées dans le cadre de l'offre globale et forfaitaire de l'Entreprise du présent lot, sont indiquées dans la charte jointe au dossier de la consultation et seront abordées et ajustées en phase de préparation.

Les entreprises adjudicataires du chantier et leurs sous-traitants s'engagent à participer à ces démarches, notamment par le choix des produits et en respectant la procédure de réduction des nuisances de chantier.

Pour l'entreprise du présent lot, la remise des fiches F.D.E.S. des matériaux est souhaitée dans le cadre de mémoire technique et sera obligatoire en phase préparation.

1.10.11. **QUALITE DES MATERIAUX**

1.10.11.1. **QUALITE DU REVETEMENT**

Les produits utilisés devront satisfaire, sans dérogation possible, aux prescriptions des normes.

Tous les produits devront provenir de fournisseurs notoirement connus pour la qualité de leur fabrication, et seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre

Quel que soit le type de revêtement employé, l'utilisateur en exigera les qualités suivantes :

- Une bonne résistance aux compressions
- Une bonne résistance à l'abrasion
- Une bonne résistance à l'arrachement
- Une bonne stabilité dimensionnelle
- Une bonne conservation de coloris
- Une bonne résistance à la chaleur
- Une bonne résistance à l'eau
- L'absence d'odeur
- Une résistance aux salissures
- L'élimination rapide des charges électrostatiques
- Résistance à la brûlure de cigarette
- Un classement au feu correspondant à la réglementation en vigueur pour chaque type de local
- Les classements UPEC sont précisés au titre PRESCRIPTIONS PARTICULIERES ci-après.

1.10.11.2. **COLLE**

Les revêtements en dalles ou en lés, seront posés à l'aide de colle préconisée par le fabricant et ayant fait l'objet d'un avis technique du CSTB

Sur le chantier, aucun bidon ne devra être desservi s'il n'est pas en cours d'utilisation.

1.10.11.3. **NUANCES ET PIGES :**

Les emballages des carreaux doivent obligatoirement comporter les indications relatives aux nuances et piges définies comme suit.

Afin de permettre des réalisations parfaites, et/ou soignée, l'ensemble des carreaux doit être de PREMIER CHOIX et le fournisseur doit indiquer sur les paquets de carreaux de premier choix des codes permettant d'identifier clairement la nuance des carreaux et leur pige.

La pige détermine si les dimensions du carreau sont plutôt "petites", "moyennes" ou "grandes", tout en restant dans les tolérances de la norme.

Ainsi, deux carreaux de même coloris ne pourront être posés ensemble que si leur nuance et leur pige sont identiques, et deux carreaux de coloris différents que si leur pige est identique.

Avant la pose, le carreleur doit s'assurer de la compatibilité des carreaux fournis.

Ils doivent correspondre aux classements suivants :

- Les carreaux de grès cérame sont conformes à la norme NF P.61.316 et de classement "bon choix".
- Les plinthes sont de "bon choix".
- Les carreaux de faïence sont de "choix commercial" parfaitement calibrés.

Tous les carrelages et revêtements comportent obligatoirement le repérage du fabricant en impression sur la face à sceller et comportent un marquage.

1.10.11.4. **TOLERANCE DIMENSIONNELLE DES MATERIAUX DE SOL NATUREL**

Les tolérances dimensionnelles des matériaux de sol naturel (granit) sont de plus ou moins 0,5 mm pour les cotes et plus ou moins 1 mm pour l'épaisseur.

Les tolérances sont des maxima qui ne pourront en aucun cas être dépassées.

1.10.11.5. **ACCEPTATION DES SUPPORTS**

Les surfaces devant recevoir les revêtements devront être acceptées par l'entrepreneur.

Faute d'avoir formulé ces réserves avant l'exécution des travaux, il sera entièrement responsable de la tenue et de l'aspect de ses ouvrages, sans pouvoir prétendre à dédommagement du fait du mauvais état des supports.

La pose des revêtements sera faite sur les surfacages de dalles de plancher exécutées si nécessaire par ce corps d'état

Le support devra satisfaire aux conditions suivantes :

- Répondre aux tolérances de planéité suivantes :

+ 7 mm sous règle de 2 mètres

+ 2 mm sous règle de 20 centimètres

- Présenter une surface lisse, sans creux ni bosse, exempte de toutes traces de plâtre ou de tous autres corps étrangers

- Offrir une rigidité et une dureté satisfaisante

- Être sec et ne pas être exposé à des remontées ultérieures d'humidité

1.10.11.6. **PLANIMETRIE**

La planimétrie des ouvrages devra être parfaite. Les niveaux des surfaces finies devront correspondre avec

les niveaux finis des pièces adjacentes, avec une tolérance de 5 mm quelle que soit la nature du matériau employé.

1.10.11.7. **CONFORMITE DES SUBJECTILES**

Avant la date prévue par le marché pour procéder à l'application des produits de peinture, l'entrepreneur constate que les subjectiles sont conformes aux prescriptions des NF DTU dont ils relèvent pour la présentation de leur parement, laquelle doit permettre l'application des revêtements de peinture sans autres travaux préparatoires et d'apprêt que ceux normalement admis dans NF DTU 59.1 P1-1 (CCT) par référence à son paragraphe 7.4 : Travaux avant mise en peinture.

Il s'assure également que l'état du chantier est conforme aux dispositions du paragraphe ci-dessus.

Il note les défauts constatés et les cas de non-conformité avec les prescriptions de l'article susvisé par référence aux Documents Particuliers du Marché (DPM) devant entraîner l'exécution de travaux préparatoires supplémentaires.

En regard de ces constatations, il mentionne, dans chaque cas, la nature des travaux supplémentaires nécessaires de sa spécialité.

Il en avise, par écrit, le maître d'œuvre qui, avant tout début d'exécution des travaux décidera, en accord avec l'entrepreneur, après un examen contradictoire avec les corps d'état intéressés, de la mise en conformité éventuelle.

1.10.11.8. **CONDITIONS DE TEMPERATURE ET D'HYGROMETRIE**

Si, au début ou au cours de l'exécution, l'entrepreneur constate que les conditions hygrométriques ou de températures de l'air ambiant ne sont pas conformes aux dispositions de NF DTU 59.1 P1-1 (CCT) et P1-2 (CGM) vis-à-vis de l'aptitude à l'emploi et l'usage des produits (application et séchage), il en avise par écrit le maître d'œuvre qui prescrira :

- soit l'ajournement des travaux jusqu'à ce que les conditions conformes d'hygrométrie et de température soient obtenues, en prorogeant le délai d'exécution en fonction de la date à laquelle l'application des enduits et peintures pourra s'effectuer normalement ;

- soit l'installation d'un appareillage de chauffage et/ou de déshumidification permettant la mise en condition progressive des locaux nécessaire à l'exécution des travaux selon les dispositions de NF DTU 59.1 P1-1 (CCT) et P1-2 (CGM).

Les frais correspondants à l'obtention de ces conditions, notamment de ceux qui pourraient résulter du chauffage des locaux doivent être payés conformément aux prescriptions du CCAG.

Lorsque le chauffage du chantier est nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais afférents font l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître d'ouvrage et les entrepreneurs des divers corps d'état intéressés.
Ces spécifications s'appliquent de même à la déshumidification.

1.10.11.9. **LOCAUX DE DEPOT POUR APPROVISIONNEMENTS**

Sauf dispositions contraires, la mise à la disposition de l'entrepreneur des locaux nécessaires au dépôt sur chantier des approvisionnements des produits de peinture et les opérations éventuelles de chauffage de ces locaux sont à la charge du présent lot.

Si ces locaux correspondent à des subjectiles à peindre, ils doivent répondre aux spécifications ci-avant, et leur mise en peinture proroge le délai d'exécution de la période qui avait été définie contractuellement pour l'opération correspondante.

Les volumes seront stockés dans un plan vertical, chaque pile reposant sur deux cales feutrées, à l'abri de l'humidité, du soleil, des poussières.

L'aire de stockage sera plane et résistante, en dehors des zones de passage.

1.10.11.10. **CHOIX DES PRODUITS DE PEINTURE**

L'entrepreneur de peinture est responsable du choix des produits et de leurs marques.

Ce choix est fait en fonction de l'aptitude à l'emploi des produits selon la protection ou l'état de finition recherché, conformément à NF DTU 59.1 P1-2 (CGM).

1.10.11.11. **CONFORMITE DES PRODUITS**

Chaque produit doit être accompagné par un étiquetage d'identification et une fiche descriptive conformes au NF DTU 59.1 P1-2.

Un produit vendu comme étant conforme à une spécification ne peut être contrôlé que par rapport à cette spécification.

1.10.12. **MISE EN OEUVRE**

La pose des revêtements muraux sera effectuée après les peintures et toutes les précautions seront prises pour éviter les détériorations.

La pose pourra se faire, soit avant celle des plinthes, soit après, mais aucun jeu ne sera toléré entre les plinthes et le sol. Toutes les pièces livrées à la pose des revêtements de sol devront être vitrées.

L'entrepreneur doit toutes les coupes nécessaires au droit des murs, cloisons, canalisations, huisseries, etc.

La jonction de revêtement de sols différents ou de coloris différents sera effectuée à mi-feuillure des portes.

La surface des revêtements de sol ne doit présenter aucune poche, soufflure, irrégularité après pose.

Les ajustages seront exécutés soigneusement avec une tolérance de 1 mm maximum.

Les joints seront ;rectilignes et parfaitement fermés compte tenu des dilatations possibles des matériaux pendant le séchage des colles. Les flipots sont strictement interdits. Tout manquement à cette clause, entraînera le ; remplacement de la partie du revêtement de sol correspondante. L'existence d'un défaut entraînera la dépose, le nettoyage et le remplacement des parties défectueuses aux frais de l'entrepreneur du présent corps d'état.

1.10.13. **ESSAIS**

L'entrepreneur aura à sa charge les vérifications réglementaires et les réglages avant mise en service. La réception ne pourra être prononcée que si les essais et vérifications ont été concluants.

1.10.13.1. **EXECUTION DES SURFACES DE REFERENCE**

L'entrepreneur de peinture informe le maître d'ouvrage ou son représentant, au moins 15 jours à l'avance, des dates d'exécution des travaux sur les surfaces de référence prévues au NF DTU 59.1 P1-1 (CCT).

1.10.14. **NETTOYAGE**

L'entrepreneur devra nettoyer ses ouvrages et zones d'interventions au fur et à mesure de leur achèvement, et le jour précédent le rendez-vous de chantier hebdomadaire.

A la fin de ses travaux, l'entrepreneur devra balayer les locaux et enlever tout son matériel, les matériaux en excédent, les déchets et débris provenant de ses travaux, et laisser les lieux dans un état de propreté parfaite.

Il devra enlever toutes traces de ciment, colle, salissures, déchets, emballages, et autres matériaux tels que le polystyrène, provenant de ses travaux.

L'Entreprise aura à sa charge la protection aux salissures et à l'empoussièrement des ouvrages et des existants attenants, et leur nettoyage jusqu'à la réception des travaux.

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera aux nettoyages complémentaires de ses ouvrages afin de les livrer en parfait état de propreté.

Les travaux de peinture étant terminés, l'entrepreneur exécute le seul nettoyage des salissures occasionnées par sa seule intervention et n'est responsable que de l'enlèvement de ses propres protections en s'assurant du débouchage des trous d'évacuation des menuiseries extérieures qu'il a peintes.

Les corps d'état concernés procèdent ensuite à la pose des appareillages et accessoires suivants ou à la réalisation des prestations suivantes :

- Poignées de porte (de croisées, de placards, etc.) ;
- Joints et butoirs (plastique, caoutchouc, métallique, etc.) sur toutes les menuiseries ;
- Plaques de propreté ;
- Interrupteurs ;
- Prises de courant ;
- Miroirs ;
- Mobiliers de cuisine ou de sanitaires ;
- Robinetterie ;
- Tout équipement en général ;
- Tous revêtements de sols souples hors préparation du support ;

Les plinthes en bois ont été préalablement installées et recouvertes d'une couche de peinture ; cette prescription n'exclut pas que toutes précautions doivent être prises par les entreprises pour respecter les ouvrages de peinture déjà exécutés.

Le nettoyage de mise en service n'est pas fait par le peintre.

1.10.15. ENTRETIEN

L'entrepreneur indiquera le mode d'entretien pour chacun des types de revêtements utilisés.

Il laissera à disposition du maître d'ouvrage un échantillon de chaque pour reprises éventuelles.

1.10.16. COORDINATION ENTRE CORPS D'ETAT

L'entrepreneur du présent corps d'état devra se mettre en rapport avec les entrepreneurs chargés de la fourniture et de la pose des ensembles à vitrer, pour prendre toutes dispositions utiles avec eux, notamment en ce qui concerne les dimensions des feuillures.

1.10.17. PLANNING

L'entreprise fournira pendant la période de préparation du chantier un planning détaillé, daté à partir de l'ordre de service du Maître d'ouvrage, de l'exécution de leurs travaux.

Elle fournira également le nombre d'heures de travail estimé du chantier correspondant à son lot.

1.11. CONDITIONS CLIMATIQUES

On suspendra les travaux lorsque la température ambiante sera inférieure à 5°C ou supérieure à 40°C, en cas de pluie, de neige ou si la vitesse du vent dépasse 30 km/h, ou que l'humidité ambiante dépasse 80%.

1.12. RECEPTION DES TRAVAUX

Elle s'exécute conformément aux dispositions du CCAG.

L'état de finition des surfaces réceptionnées doit être conforme à celui prévu au devis descriptif ou aux prescriptions et à l'aspect présenté par les surfaces de référence et échantillons à exécuter suivant le NF DTU 59.1 P1-1 (CCT).

A cet égard, le dépôt sur les revêtements exécutés en extérieur de matières étrangères à celles utilisées par l'entrepreneur de peinture et provenant de l'atmosphère (pollen, sables éoliens, polluants industriels, etc.) pendant le séchage, le durcissement, et la mise en œuvre avant réception de ces revêtements, ne peut être considéré comme une non-conformité. Les interventions nécessaires de nettoyage ou de réfection par l'entrepreneur donnent lieu à paiement de travaux supplémentaires.

De faibles écarts de couleur et de brillant sont acceptables et usuels dans les travaux de bâtiment.

En cas de désaccord sur la conformité des ouvrages, il est procédé à la vérification des caractéristiques visées à l'Article 8 « Essais et vérifications » du NF DTU 59.1 P1-1 (CCT).

En cas de non-conformité, l'entrepreneur de peinture devra procéder à ses frais aux réfections nécessaires.

Les prescriptions du NF DTU 59.1 ont pour objet la réalisation d'ouvrage de qualité. Toutefois si le maître d'œuvre donne un ordre contraire à ses prescriptions la qualité demandée pourra ne pas être obtenue.

1.13. GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE

1.13.1. GARANTIE

La garantie exigée de l'entrepreneur ne vise pas seulement la qualité de l'exécution mais aussi la qualité de la fourniture et sa parfaite adaptabilité aux subjectiles, ce qui exige la solidarité complète de l'entrepreneur et du fournisseur.

Le produit proposé doit bénéficier d'un certificat CSTB en cours de validité au moment des travaux.

L'emploi et la mise en œuvre doivent répondre aux prescriptions générales définies dans le « Cahier des Prescriptions Techniques (CPT) d'emploi et de mise en œuvre des enduits » (voir cahier du CSTB).

L'utilisation doit en outre en être conforme à la classification MERUC.

Application et rendement conformes aux prescriptions du fabricant.

1.13.2. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

1.13.3. GARANTIE BIENNALE ET DECENNALE

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

L'entrepreneur devra fournir une attestation de garantie décennale conjointe et solidaire (fournisseur + applicateur).

2. PEINTURE & DRSD RDSS : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

CAMPUS UNIVERSITAIRE PAUL VALERY MONTPELLIER - AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER DU SCDI – UPV MIII
Service de Coopération documentaire Interuniversitaire
Site Boutonnet Montpellier : Ancienne École de Chimie - Bâtiment A - Aile Est
8 rue de l'École Normale – 34000 MONTPELLIER

2.1. GENERALITES SUR L'EXECUTION DES OUVRAGES

Les travaux visés au présent corps d'état seront exécutés avec le plus grand soin, pour livrer des ouvrages en tout point irréprochables dont l'entrepreneur garantit la robustesse, la bonne tenue et le parfait fonctionnement.

2.2. QUALITE DU REVETEMENT

Quel que soit le type de revêtement employé, l'utilisateur en exigera les qualités suivantes :

- Une bonne résistance aux compressions
- Une bonne résistance à l'abrasion
- Une bonne résistance à l'arrachement
- Une bonne stabilité dimensionnelle
- Une bonne conservation de coloris
- Une bonne résistance à la chaleur
- Une bonne résistance à l'eau
- L'absence d'odeur
- Une résistance aux salissures
- L'élimination rapide des charges électrostatiques
- Résistance à la brûlure de cigarette
- Un classement au feu correspondant à la réglementation en vigueur

2.3. PREPARATION ET INSTALLATIONS DE CHANTIER

- Plan d'installations de chantier

À réaliser suivant Plan d'Installations de Chantier PIC dressé par le maître d'œuvre

- Planning de montage et démontage des installations provisoires

À soumettre à approbation du Maître d'Œuvre et du coordonnateur SPS, pendant la période de préparation de chantier

- Adaptations des installations de chantier pendant l'avancement du chantier

Toutes adaptations, modifications ou déménagements nécessaires pour la bonne réalisation de l'ensemble des travaux jusqu'à leur achèvement.

Les branchements, alimentations et évacuations, sont à la charge des entreprises, dans les mêmes conditions.

2.3.1. PRÉPARATION DES SUPPORTS (SOLS ET MURS) :

Travaux préparatoires avant mise en peinture

Les travaux avant mise en peinture rendent le support apte à l'application des produits de peinture.

Ces travaux ne peuvent en aucun cas se substituer à des opérations qui se révéleraient nécessaires à la remise en état des supports non conformes aux prescriptions.

Ils comprennent notamment selon la nature du support :

- Les dégraissages ;
- Le décapage des métaux oxydés ;
- L'enlèvement de la rouille ;
- Le dépolissage ;
- L'élimination de la calamine (sur la métallerie de bâtiment, elle ne peut s'effectuer qu'en atelier) ;
- L'égrenage ;
- Le ponçage à sec ;
- L'époussetage ;
- Le décapage pour repeindre ;
- Le lavage à l'eau sous pression ou à la vapeur ;
- Le détapissage ;

- Le grattage ;
- L'ouverture des fissures ;
- Les lessivages ou lavages sous pression d'eau adaptée ;
- L'élimination de détrempe (colles) et de cires, etc. ;
- La décontamination des subjectiles.

Au droit des supports existants, l'Entrepreneur doit tous les travaux nécessaires de mise à niveau et de planéité :

- Rabotage, ponçage
- Grenaillage, bouchardage selon nécessité.
- Chape ciment avec renformis nécessaire.
- Enduit ciment avec renformis nécessaires pour assurer une planéité parfaite.
- Ragrée, etc...
- Nettoyage, dépoussiérage, balayage par aspirateur industriel et ponçage avant ragréage.
- Toutes surépaisseurs des ragréages nécessaires dus, tant à la planéité des sols (après démolitions) qu'aux désaffleurements des sols entre locaux (après démolitions des cloisons).

Les rebouchages, ragréages, lissages sont effectués par l'Entrepreneur du présent lot.

Le produit de ragréage doit être adapté et compatible avec le mortier ou le mortier colle de pose et avec le revêtement prévu.

Les quantités maximales de produit de ragréage à mettre en œuvre sont de l'ordre de :

- 2,5 kg par mètre carré sur dalles B.A. surfacées mécaniquement.
- 0,5 kg par mètre carré sur chapes ciment réalisées par le présent lot.

Le saupoudrage de ciment pur est formellement proscrit ainsi que l'emploi du mortier desséché et/ou ayant déjà commencé à faire prise.

Dans l'éventualité où l'Entrepreneur du lot GROS OEUVRE, aurait déjà effectué un ragréage de rattrapage de ses ouvrages, l'Entrepreneur du présent lot doit s'informer de la nature du produit employé, vérifier sa bonne tenue et la compatibilité avec les matériaux qu'il doit lui-même utiliser.

Avant tout commencement d'exécution, le support doit être exempt de tous déchets, de pellicules de plâtre et de toutes plaques de laitance.

2.3.2. PASSAGES DES FOURREAUX ET CANALISATIONS :

Les canalisations traversant le revêtement à réaliser reçoivent un fourreau posé par le lot concerné.

La pose du revêtement tient compte de ces pénétrations afin qu'il n'y ait aucun raccord après coup afin d'assurer une finition parfaite.

Toutes les découpes et raccords doivent être réalisés avec le plus grand soin.

L'enrobage de fourreau et canalisation sous le revêtement dans le mortier de pose est interdit.

Au droit des passages de canalisations, il est réalisé un joint d'étanchéité à l'aide d'un joint souple coloré agréé et adapté au produit du revêtement.

L'Entrepreneur doit :

- Effectuer tous les percements très soignés, de ses revêtements, en carrelage et en faïence pour le compte de tous les autres lots, dont principalement le lot ÉLECTRICITÉ et les appareillages sanitaires (pare-douche, porte-serviettes, distributeur papier hygiénique, sèche mains, sèche-cheveux, tablettes, etc...) et doit en demander le traçage aux autres corps d'état.
- Tous les raccords très soignés et pose en recherche après l'exécution des travaux des autres corps d'état sans pouvoir prétendre à une indemnité

2.4. POSE DES REVETEMENTS MURAUX :

La pose des revêtements muraux sera effectuée après les peintures et toutes les précautions seront prises pour éviter les détériorations.

Toutes les pièces livrées à la pose des revêtements muraux devront être vitrées.

L'entrepreneur doit toutes les coupes nécessaires au droit des murs, cloisons, canalisations, huisseries, etc.

La surface des revêtements muraux ne doit présenter aucune poche, soufflure, irrégularité après pose.

Les ajustages seront exécutés soigneusement avec une tolérance de 1 mm maximum.

Les joints seront rectilignes et parfaitement fermés compte tenu des dilatations possibles des matériaux pendant le séchage des colles.

L'existence d'un défaut entraînera la dépose, le nettoyage et le remplacement des parties défectueuses aux frais de l'entrepreneur du présent corps d'état.

L'Entrepreneur doit exécuter les dispositions particulières suivantes :

1 - Les joints sont teintés différemment suivant l'aspect du revêtement concerné. L'Entrepreneur doit s'informer en temps opportun du choix du Maître d'œuvre.

2 - Aucune coupe n'est autorisée.

3 - Les arêtes et les angles rentrants sont parfaitement rectilignes sans aucune coupe de carreaux. Les arêtes seront traitées par angles P.V.C.

Les revêtements muraux sont collés par mortier colle pour revêtements muraux intérieurs.

Il est exécuté par un mortier colle bénéficiant d'un avis technique en suivant les indications du Cahier des Prescriptions Techniques du C.S.T.B.

- Support admis ou exclus pour ce type de mise en œuvre.

- État de support.

- Mise en œuvre par simple ou double encollage.

- Finition par joints au coulis de ciment ou avec un produit spécial de même fabrication que l'adhésif.

- Dispositions particulières.

2.5. JOINT DE DILATATION ET DE RETRAITS :

Ces joints doivent être prévus et réalisés suivant les D.T.U. n° 52.1 et 55 y compris la fourniture et mise en

œuvre des profilés aluminium ou inox, du matériau de remplissage et du couvre-joint :

- Joints de dilatation du gros œuvre : joints de dilatation neufs.

- Joints périphériques : pour une surface supérieure à 12 m².

- Joints de fractionnement : pour une surface supérieure à 60 m² ou par tranche de couloir de 8,00 m de longueur.

Le jointolement des revêtements est droit ou croisé et réduit ou large. Les carrelages non contrecollés sont posés à la grille.

Les joints sont teintés différemment suivant l'aspect du revêtement concerné.

L'Entrepreneur doit s'informer en temps opportun du choix du Maître d'œuvre.

2.6. POSE DES PLINTHES :

Les plinthes sont collées sur les parois à l'aide de mortier colle ou de colle selon la nature du support.

Fourniture et pose d'un joint d'étanchéité souple entre les plinthes et le revêtement horizontal

2.7. PLANIMETRIE

La planimétrie des ouvrages devra être parfaite. Les niveaux des surfaces finies devront correspondre avec les niveaux finis des pièces adjacentes, avec une tolérance de 5 mm quelle que soit la nature du matériau employé.

2.8. GESTION DES DÉCHETS

2.8.1. RETRAIT ET STOCKAGE DES DÉCHETS DE CHANTIER

Suivant l'article L. 541-21-2-3 du code de l'environnement modifié :

« Les devis relatifs aux travaux de construction, de rénovation et de démolition de bâtiments mentionnent les modalités d'enlèvement et de gestion des déchets générés par les travaux ainsi que les coûts associés. Ils précisent notamment les installations dans lesquelles il est prévu que ces déchets soient collectés. La personne en charge de l'installation de collecte des déchets est tenue de délivrer à titre gracieux à l'entreprise ayant réalisé les travaux un bordereau de dépôt précisant l'origine, la nature et la quantité des déchets collectés. L'entreprise ayant réalisé les travaux mentionnés doit pouvoir prouver la traçabilité des déchets issus des chantiers dont elle a la charge en conservant les bordereaux délivrés par l'installation de collecte des déchets. L'entreprise ayant réalisé les travaux transmet les bordereaux au commanditaire des travaux ou à l'autorité compétente. Tout manquement aux prescriptions du présent article est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 3000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale. »

Soit :

Retrait et stockage des déchets de chantier :

Chargement mécanique des décombres en benne ou camion de collecte de déchets produits sur chantier, placé sur chantier à pied de charge, y compris le service de remise et la location.

Chargement de la benne sur le camion.

Transport des déchets de chantier aux décharges agréées.

Les prix du devis de l'entreprise comprennent la gestion des déchets, leur collecte et leur tri, la redevance de déversement pour remise des déchets à un gestionnaire autorisé, le temps d'attente sur chantier pendant les opérations de charge, le trajet aller, le déchargement et le trajet retour, et la charge sur site.

L'entrepreneur devra également prendre en compte les éléments suivants :

- Optimisation de la collecte, du tri et du regroupement des déchets de chantier (collecte interne, position des bennes, contenants intermédiaires, enlèvements réguliers, etc....).
- Tri et destination des déchets (évacuation vers filières locales, bordereaux de suivi pour 100% des déchets réglementés).
- Réduction des déchets (tri sur chantier par étage et façades), valorisation des filières de construction sèche, retraitement en direct avec les fabricants et fournisseurs, etc.
- Réduction des nuisances, pollutions et consommations engendrées par le chantier.

2.8.2. ELIMINATION DES DECHETS ANNEXES

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple), les emballages papier carton plastiques, et les déchets issus du nettoyage seront emportés par l'entreprise aux décharges et centres de tris agréés.

3. PEINTURE : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CAMPUS UNIVERSITAIRE PAUL VALERY MONTPELLIER - AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER DU SCDI – UPV MIII
Service de Coopération documentaire Interuniversitaire
Site Boutonnet Montpellier : Ancienne École de Chimie - Bâtiment A - Aile Est
8 rue de l'École Normale – 34000 MONTPELLIER

FOURNITURE & POSE

3.1. TRAVAUX PRÉPARATOIRES

3.1.1. PRÉPARATION DE PAROIS ET PLAFONDS

Métré : m²
Localisation : Ensemble des murs parois doublages cloisons plafonds conservés.
Nature : Suivant plans architecte

L'ensemble de la prestation comprendra :

Décapage ponçage, peinture gouttelette, revêtement mural, papier peint :

- Installations de chantier échafaudage et divers
- Dépose fixations non utilisées
- Enlèvement de toutes les baguettes, supports, anciens clous, goulottes non conservées, etc.
- Brossage
- Décapage à la spatule et à la décolleuse de papier et peinture à vapeur d'eau,
- Piquetages ponctuels
- Décroustages ponctuels
- Ratissage gouttelette
- Pontage fissures
- Rebouchage
- Rebouchage percements trous de chevilles
- Rebouchage réservations non utilisées
- Reprise d'enduits
- Enduit de ratissage et/ou garnissant & ponçage,
- Dépoussiérage, nettoyage,
- Égrenage,
- Emport aux décharges publiques des éléments déposés et gravats, provenant de ce lot,

. Tous travaux pour obtenir une surface lisse et nette prête à peindre.

3.2. PEINTURE SUR CANALISATIONS EP EU EV APPARENTES

Métré : Ens
Localisation : Suivant plans architecte
Nature :

L'ensemble de la prestation comprendra :

Nettoyage lavage goulottes et canalisations

Peinture lavable, nettoyable, pour canalisations EP E-U EV

Prestation comprenant :

- nettoyage à l'alcool, dégraissage, rinçage ;
- Grattage, brossage et décapage ponçage si nécessaire, dépoussiérage ;
- dégraissage ;
- dérochage et rinçage (non nécessaire sur subjectile zinc) ;
- Peinture satinée finition courante, phase aqueuse sur PVC :
1 couche de 'Acrylevis Primer' (Levis) ou équivalent, primaire d'accrochage multi supports phase aqueuse à base de résines acryliques 100 % en dispersion, teneur en COV 10 g/l, extrait sec en poids 53,3 % minimum, épaisseur du film sec 25 µm (famille I, classe 7b2) ;

- finition :

1 couche de 'Acrylevis TX Satin' (Levis) ou équivalent, peinture laque satinée acrylique thixotropée, lavable, microporeuse et résistante aux salissures, teneur en COV 99 g/l, extrait sec en poids 45 % minimum, épaisseur du film sec 35 µm (famille I, classe 7b2).

- 2 couches en peinture glycérophthalique brillant :

- 1 couche de 'Primer Non Ferro' (Levis) ou équivalent, peinture spéciale d'accrochage pour métaux non ferreux et bardages prélaqués, résine acrylique, très grande adhérence et durabilité, teneur en COV 499 g/l, extrait sec en poids 53,5 % minimum, épaisseur du film sec 40 µm (famille I, classe 7b1) ;

- intermédiaire :

- 1 couche de 'Ambiance Lak Surfacier' (Levis) ou équivalent, impression et sous couche de laque à base de résines acryliques en phase aqueuse, présentant un excellent garnissant et couvertures d'arêtes, teneur en COV 75 g/l, extrait sec en poids 55 % minimum (famille I, classe 7b2) ;

- finition :

- 1 couche de 'Ambiance Lak Satin' (Levis) ou équivalent, peinture laque satinée tendue alkyde uréthane en phase aqueuse, grande résistance aux salissures, à l'usure et à l'abrasion, teneur en COV 11 g/l, extrait sec en poids 47 % minimum (famille I, classe 4a).

3.3. PEINTURE SUR MENUISERIES BOIS

Métré : m2

Localisation : Suivant plans architecte

- Portes, fenêtres, portes-fenêtres, trappes,

Nature : Prestation comprenant :

Travaux de peinture intérieure sur bois, lavable, nettoyable,

Peinture sur menuiseries intérieures et extérieures, portes, fenêtres, portes-fenêtres, bois

Peinture sur trappes de visite placards, lambris, habillages divers, encadrements de portes, lisses, garde-corps, grilles de ventilation, etc.

Les travaux d'impression des menuiseries neuves sont à la charge du corps d'état MENUISERIES BOIS

- Ponçage à sec au papier de verre- Brossage, impression, rebouchage, ponçage

- Deux couches de peinture glycérophthalique

- Coloris au choix du maître d'œuvre

- Sauf contre-indication, la qualité et le type de finition seront les suivants :

+ Qualité soignée

+ Finition satinée

- Le présent lot devra les joints souples acryliques autour des cadres d'huissieries et cadres de trappes avant mis en peinture.

3.4. PEINTURE SUR OUVRAGES ET MENUISERIES MÉTALLIQUES INTÉRIEURS

Métré : Ens

Localisation : Suivant plans architecte :

Concerne tous ouvrages de métallerie serrurerie livrés à peindre

Nature :

Peinture sur Menuiseries Métalliques et Serrureries, lavable, nettoyable, comprenant :

- Brossage et décapage si nécessaire.

- Retouches sur couche primaire d'antirouille.

- Sous-couche et couche de finition en peinture Epoxy avec durcisseur,

Travail soigné, aspect lisse brillant.

Teinte au choix de l'architecte dans la charte graphique de l'enseigne

3.5. PEINTURE SUR RADIATEURS FONTE ET ALUMINIUM

Métré : U

Localisation : Suivant plans architecte :

Nature :

Prestation comprenant :

Dito ci-dessus et :

- Peinture spécial radiateur haute température

- Peinture acrylique sur aluminium.

- Peinture glycéro sur acier ou fonte

Travail soigné, aspect mat.

3.6. PEINTURE LISSE SUR PLÂTRE INTERIEUR

Métré : m²
 Localisation : Suivant plans architecte
 - Murs – cloisons – plafonds
 - Toutes parois à parement plâtre verticales non carrelées non revêtues de revêtement mural, intérieurs des placards sauf placards techniques, Soffites et gaines apparents
 - Tous plafonds plâtre apparents

Nature : Prestation comprenant :

Travaux de peinture lavable, nettoyable, sur plâtres intérieurs :

- Égrenage - brossage
- Ponçage soigné au papier de verre fin
- Enduit
- 2 couches de peinture glycérophtalique
- Coloris au choix du maître d'œuvre
- Sauf contre-indication, la qualité et le type de finition seront les suivants : + Qualité soignée + Finition satinée

Préparation du support.

Application d'une couche de fond.

Application de deux couches de finition.

Application manuelle de deux couches de peinture plastique, à base de polymères acryliques, finition mate, texture lisse, diluées avec 15% d'eau ou non diluées, (rendement : 0,1 l/m² chaque couche) ;

Application préalable d'une couche d'impression acrylique régulière de l'absorption, sur parement intérieur en plâtre, vertical, toute hauteur.

On vérifiera que la surface à revêtir ne présente pas de restes d'applications précédentes de peinture, de taches d'oxyde, de graisse ou d'humidité, d'imperfections ou d'efflorescences.

Protection des éléments du contour qui pourraient être affectés pendant les travaux.

Impression acrylique, régulant l'absorption, perméable à la vapeur d'eau et résistante aux alcalis,

Texture lisse, de résistance élevée au frottement humide

Application à la brosse, au rouleau ou au pistolet.

Les travaux seront suspendus lorsque la température ambiante sera inférieure à 7°C ou supérieure à 35°C ou si l'humidité ambiante dépasse 80%.

Compris toutes sujétions d'échafaudages et protections

Aspect final à soumettre à approbation du maître d'œuvre, sur présentation d'échantillon

Teinte au choix de l'architecte

3.6.1. PEINTURE LISSE SUR PAROIS VERTICALES

Métré : m²
 Localisation : Suivant plans architecte :

3.6.2. PEINTURE LISSE SUR PLAFONDS

Métré : m²
 Localisation : Suivant plans architecte :

3.6.3. PEINTURE GOUTTELETTE – OPTION

Métré : m²
 Localisation : Suivant plans architecte :
 Tous plafonds et toutes parois verticales

Nature :

Projection structurée gouttelette pièces sèches

Fourniture et application suivant instructions du fabricant d'un revêtement structuré à relief du type gouttelette.

La prestation comprendra :

- Protection par film polyane des menuiseries, appareillages, sols, plafonds non traités,
- Égrenage, époussetage,
- Impression sur plaque de plâtre et ratissage sur béton,
- Projection d'une première couche lissée (0.9 à 1.1 kg/m²)
- Projection d'une deuxième couche à décor structuré grains fins. La structure étant soumise au maître d'œuvre à partir d'échantillons.

Finition :

- Grains fins, en plafonds,
- Écrasée sur parois verticales.

Travail soigné, aspect au choix du maître d'œuvre d'après les échantillons et essais à réaliser avant la mise en œuvre.

Teinte blanche, au choix de l'architecte.

3.7. PEINTURE DE SOL EPOXY

Métré : m²
Localisation : Suivant plans architecte : Salle de cours
Nature :

Mise en œuvre d'un revêtement de sol ayant les caractéristiques suivantes :

- Exécution préalable des travaux préparatoires et de préparations des supports selon le type de support, suivant les préconisations du fabricant.
- Produit à base de résine époxy livré en deux composants : la résine et le durcisseur.
- Revêtement mince, teintes au choix du Maître d'œuvre dans la palette de fabrication, de 0.05 mm d'épaisseur, passée en deux couches à raison de 0.300 kg/m² en moyenne, soit manuellement (rouleau) soit mécaniquement (pistolet).
- Le revêtement devra présenter une surface lisse et non glissante, lavable, possédant une résistance mécanique suffisante.
- Les résines utilisées devront être insensibles à l'alcalinité et à l'humidité du support, afin que le revêtement soit associé au support avec une adhérence parfaite et durable.
- La prestation comprend le dépoussiérage complet du support et l'application de l'enduit de lissage.
- La mise en œuvre sera réalisée suivant les prescriptions formelles du fabricant, notamment en ce qui concerne l'état de surface et le séchage du support, le taux d'humidité et la température de l'air ambiant au moment de la pose.
- Compris peinture en plinthes sur 10 cm de hauteur à la périphérie de l'ensemble des sols traités.

Classement au feu : Suivant notice de sécurité et/ou rapport du bureau de contrôle.

Travail soigné, aspect lisse, finition satinée.

Toutes teintes au choix de l'architecte.

4. RDSD - REVÊTEMENTS DE SOLS DURS : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CAMPUS UNIVERSITAIRE PAUL VALERY MONTPELLIER - AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER DU SCDI – UPV MIII
Service de Coopération documentaire Interuniversitaire
Site Boutonnet Montpellier : Ancienne École de Chimie - Bâtiment A - Aile Est
8 rue de l'École Normale – 34000 MONTPELLIER

FOURNITURE & POSE

4.1. REFECTION DE CARRELAGE

Métré : m2
Localisation : Suivant plans architecte :
Sanitaires : WC PMR

Nature :

Réfection de carrelage à l'identique :

- Dépose et récupération soignée à charge de ce lot, avant les démolitions des socles de douche.
- Type de produit récupéré : carreaux grès émaillé 10 x10 anciens
- Dépose des carreaux et fond de forme à remplacer
- Pose à bain soufflant de mortier de carrelage de récupération
- Remplacement des carreaux cassés et fissurés par des carreaux similaires
- Joints finition soignée alignés avec l'existant pour dissimuler au mieux l'intervention réalisée sur ce carrelage
- Nettoyage en fin de travaux

4.2. FAIENCE MURALE

Métré : m2
Localisation : Suivant plans architecte :
Sanitaires : WC PMR

Nature :

Fourniture et pose de carreaux de faïences format 20 x 20 cm, pose collée à l'aide d'un adhésif approprié

- Mêmes spécifications que ci-dessus, sauf pose à la colle
 - Dépose anciennes faïences murales
 - Approvisionnement des carreaux
 - Traçage, calibrage et exécution des coupes
 - Pose à la colle, avec toutes préparations, fournitures, etc.
 - La colle devra bénéficier d'un avis technique favorable du C.S.T.B. Avis technique à fournir au bureau de contrôle. La nature de la colle devra être compatible avec la nature des carreaux, celle du support et le classement du local vis-à-vis de son exposition à l'eau.
 - Pose selon plan de calepinage fourni par le maître d'œuvre
 - Joints traités au coulis de ciment blanc, 1 mm de largeur
 - Joints entre le bas des faïences et les appareils sanitaires ou tablettes horizontales d'une largeur suffisante pour être garni par le présent lot d'un mastic de 1ère catégorie à la pompe et lissé. Compris mise en œuvre d'un système d'étanchéité liquide avant faïences.
 - Compris toutes sujétions de découpes, percements pour passages des canalisations,
 - Habillage de tous les angles saillants par baguette plastique
 - Nettoyage en fin de travaux
 - Modèle au choix de l'architecte sur présentation d'un catalogue abondant
 - Suivant plan de détail et calepinage architecte
- Archétype :
- Carreaux de faïences, dimensions 20 x 20 cm.
 - Modèles au choix de l'architecte dans 15 teintes compris teintes vives et pastels unis

5. RDSS - REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CAMPUS UNIVERSITAIRE PAUL VALERY MONTPELLIER - AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER DU SCDI – UPV MIII
Service de Coopération documentaire Interuniversitaire
Site Boutonnet Montpellier : Ancienne École de Chimie - Bâtiment A - Aile Est
8 rue de l'École Normale – 34000 MONTPELLIER

FOURNITURE & POSE

5.1. RAGREAGE SUR SUPPORT ANCIEN

- Métré : m2
Localisation : Suivant plans architecte :
SCDI : Secteur de sol souple remplacé
Nature :
- Dépose & démolition de lé entier de sol souple non récupérable devant être remplacé
 - Emport des déblais au DP
 - Après la démolition de revêtements de sols souple existant, reprise d'ancien support comprenant :
 - Enlèvement des éléments non adhérents
 - Rebouchage au mortier, décapage et rinçage
 - Après séchage, application d'une couche de primaire d'accrochage
 - Ponçages et dépoussiérages du support.
 - Application d'une couche de ragréage, épaisseur selon les prescriptions du fabricant
 - Enduction d'un adjuvant d'accrochage.
 - Application d'un enduit de lissage épais destiné à assurer la planéité avant mise en œuvre des revêtements de sols en se conformant au cahier des prescriptions techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs édité C.S.T.B.
 - Le produit de lissage fera l'objet d'un avis technique du C.S.T.B et bénéficiera de l'acceptation en garantie par la Commission Technique de l'Assurance.
 - Il sera exécuté en une seule passe d'une épaisseur de 3 à 8mm. L'épaisseur de 3 à 8 mm en une seule passe devra être autorisée par l'avis technique.
 - Classement au poinçonnement P3. L'enduit de ragréage auto lissant doit correspondre à la même classe que le classement P du local et du revêtement.

5.2. REMPLACEMENT PONCTUEL DE SOL SOUPLE

- Métré : m2
Localisation : Suivant plans architecte :
SCDI : Secteur de sol souple remplacé
Nature :
- Fourniture et pose de revêtement de lé entier de sol souple PVC de nature et teinte équivalentes à celui remplacé :
- Ep 3,5 mm
 - Couche d'usure : 1,5 mm
 - Lés soudés L: 2m
 - Classement UPEC U4 P3 E1/2 C2
 - Pose par encollage en plein, avec un adhésif émulsion acrylique d'un type préconisé par le fabricant
 - Revêtement de sol conforme aux prescriptions de la notice acoustique
 - isolation acoustique 18 dB
 - Motifs et teintes au choix architecte suivant palette du fabricant
 - Nettoyage en fin de travaux
 - Sol souple DU dégagement salle de cours : réaction au feu D-s2 ou catégorie M4

5.3. PLINTHES PVC

Métre : m2
Localisation : Suivant plans architecte : Tous locaux
Nature :

- Fourniture et pose de plinthes PVC ou compléments de plinthes assorties.
- Modèle au choix de l'architecte sur présentation d'un catalogue abondant

5.4. SEUIL VISSÉ

Métre : m2
Localisation : Suivant plans architecte :
SCDI : Secteur de sol souple remplacé
Nature :

Fourniture et pose de seuil :

- Seuil métallique posé en feuillure de portes
- Fixation par vis dans le plancher au droit de la feuillure des portes
- Modèle au choix de l'architecte sur présentation d'un catalogue abondant

5.5. BANDES D'EVEIL ET VIGILANCE PMR PSH

Métre : m2

Localisation : Suivant plans architecte :

50cm avant départ et arrivée des pans inclinés et emmarchements

Nature :

L'ensemble de la prestation comprendra :

F & P Bandes podotactiles PMR PSH contrastées anti-dérapantes conformes Norme NF P 98-351

Largeur standard 58,7cm : 8 plots

5.6. NETTOYAGE LUSTRAGE DE REVÊTEMENT DE SOL SOUPLE PVC – LINOLEUM

Métre : m2
Localisation : Suivant plans architecte :
SCDI : Toutes surfaces sol PVC conservé
Nature :

Nettoyage lustrage de sols souples PVC Linoléum conservés

- Balayage, élimination par aspiration des poussières et scories
- Rattrapage des rayures, petites crevasses et accidents de surface avec un mastic pour sols vinyles.
- Élimination des traces de résine, colles, traces noires de frottements
- Nettoyage lavage par pulvérisation décapage lustrage
- Lustreuse autolaveuse professionnelle très haute vitesse à monobrosse nylon rotative adaptée au revêtement (1600 W – 400 tr/min – pression 40g/cm2 – 58Db maximum)
- Détergent neutre certifié écologique, à base de solvants végétaux sans conservateurs toxiques,
- Détergent à base d'ammonique, eau de Javel, acide ou solvants prohibés

6. NETTOYAGE DES TRAVAUX

Métré : Ens
Localisation : Suivant plans architecte : Locaux ci-dessus
Nature :

L'ensemble de la prestation comprendra :

En cours de travaux :

Le présent lot doit le nettoyage systématique des lieux où il travaille et l'évacuation de ses déchets.

Nettoyages des travaux de ce lot, notamment de toutes projections sur les éléments suivants :

Sols, parois, et revêtements divers

Quincaillerie tuyauteries, robinetterie, appareils sanitaires, appareillage électrique

Vitres et glaces, etc.,

Liste non limitative.

6.1. NETTOYAGE DE RÉCEPTION ET MISE EN SERVICE

Métré : Ens
Localisation : Tous locaux
Nature : Prestation comprenant :

En fin de chantier :

Nettoyage de tous les ouvrages du présent lot.

Nettoyage général des locaux et appareils en vue des OPR et la réception des travaux et leur mise en service.

Nettoyage complet des lieux et abords du chantier pour la réception des travaux et la livraison.

Y compris :

- Balayage et évacuation des lits de sciures, protecteurs du carrelage et des déchets provenant du nettoyage lui-même.

- Ramassage soigné et emport aux DP de tous déchets, poussières, matériaux inutilisés, et résidus de chantier visibles avant la réception, à l'intérieur et à l'extérieur du chantier, non évacués par les autres lots

- Dépose des scotchs et films adhésifs de protection après réception

- Ce nettoyage intéresse toutes les parties apparentes :

- ✕ Sols, carrelage, revêtements divers.
- ✕ Quincaillerie (béquilles, etc.)
- ✕ Appareils sanitaires, robinetterie.
- ✕ Appareillage électrique (interrupteurs, etc.)
- ✕ Vitres, glaces.

Sont à comprendre dans le nettoyage :

- Le nettoyage devra faire disparaître les tâches de peinture ou d'huile, les tâches de plâtre, ciment les traces de film de mortier.

- L'enlèvement des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes ;

- L'enlèvement des débris et déblais de chantier par l'entrepreneur dans les différentes filières de traitements ou stockage en fonction de la nature des déchets, en respect du plan de gestion des déchets départemental.

En cas d'abus manifeste d'une entreprise, le nettoyage correspondant sera l'objet d'un avenant ou OS de travaux supplémentaires